

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2776

[C — 99/27638]

**6 MAI 1999. — Décret portant approbation de l'accord de coopération global entre la Région wallonne et la Communauté germanophone, signé à Eupen le 26 novembre 1998 (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone, signé à Eupen, le 26 novembre 1998, est approuvé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

---

Note

(1) Session 1998-1999.

*Documents du Conseil* 518 (1998-1999), n°s 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 4 mai 1999.

Discussion - Vote.

---

Annexe

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone**

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, et

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement,

Vu les articles 130 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 8 août 1988 et la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55, § 3, et l'article 55bis inséré par la loi du 18 juillet 1990;

Considérant que des liens multiples se sont créés entre la Région wallonne et la Communauté germanophone et qu'il est hautement souhaitable qu'un accord global encadre des accords sectoriels existant ou à venir notamment dans les domaines suivants : le commerce extérieur, l'environnement, le tourisme, le transport scolaire, la formation, la médiation de dette, l'aide sociale, la politique des handicapés, la politique des télécommunications;

Considérant que l'exercice des certaines compétences communautaires de la Communauté française a été transféré à la Région wallonne et que les deux parties souhaitent la continuation de la coopération amicale au sujet de ces matières;

Considérant que la Communauté germanophone, en tant que région frontalière, est devenue un lien privilégié et un trait d'union entre la Région wallonne et l'Allemagne;

Considérant que le territoire des neuf communes de la Communauté germanophone fait partie de la Région wallonne et que la Communauté germanophone exerce déjà certaines compétences de la Région comme celle des monuments et sites;

Soucieux de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de la loyauté fédérale,

Ont convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Article 1er. Le présent accord vise à encadrer la coopération des deux parties dans le respect de leurs compétences respectives.

Art. 2. Les deux Gouvernements s'engagent à encourager la coopération sous toutes ses formes, entre autre par le biais de leurs services administratifs et organismes d'intérêt public, notamment par le biais d'actions communes dans les domaines qui se prêtent à des synergies.

Ils favorisent les contacts et les initiatives communes entre institutions privées et publiques des deux parties.

Art. 3. Par l'intermédiaire de leurs administrations, les Gouvernements organisent un échange d'information et de documentation sur demande d'une partie.

Art. 4. Dans les limites de leurs possibilités les administrations se prêtent assistance mutuelle, sur demande d'une partie.

Des fonctionnaires dirigeants ou agents spécialisés et des experts d'une partie peuvent être invités et consultés par l'autre partie.

Art. 5. Chaque Gouvernement a la faculté de consulter l'autre Gouvernement à propos de projets qui pourraient avoir des conséquences pour la mise en oeuvre d'une compétence de l'autre Gouvernement.

#### CHAPITRE II. — *Accords particuliers*

Art. 6. Dans le respect de la législation concernant les accords de coopération, des accords sectoriels seront conclus entre les instances compétentes des deux parties pour régler la coopération dans les matières visées aux articles 7 à 13.

Dans la mesure où les compétences respectives se prêtent à des effets de synergie ou de complémentarité, ces accords spécifiques peuvent porter aussi bien sur les matières proprement régionales, que sur les matières communautaires dont l'exercice des compétences a été attribué à la Région wallonne, sur les matières communautaires pour lesquelles la Communauté germanophone est compétente, et sur les matières régionales dont l'exercice des compétences a été attribué à la Communauté germanophone.

Art. 7. Commerce extérieur :

Un relais économique de l'AWEX sera créé au sein de la W.F.G.. — Wirtschaftsförderungsgesellschaft Ostbelgiens (Société de promotion économique des Cantons de l'Est).

Cette cellule aura notamment pour mission de :

\* aider les entreprises wallonnes à développer des relations commerciales et industrielles avec les pays d'expression allemande et pour la recherche d'opportunités de partenariats, de marchés ou de produits intéressant les entreprises wallonnes;

\* assister les firmes wallonnes lors de manifestations à l'étranger lors de la promotion de leurs produits;

\* accompagner les firmes wallonnes lors de la vente de produits dans les contacts avec des firmes étrangères;

\* créer une banque de données et une documentation en rapport avec l'objectif de la cellule;

\* créer les contacts avec l'étranger afin de promouvoir un échange ou une formation de délégués commerciaux dans les firmes et dans le but de les familiariser avec la langue allemande;

\* agir en pleine collaboration avec les attachés commerciaux dans les pays germanophones et l'AWEX.

Budget : 8,5 millions.

Art. 8. Tourisme :

La subvention actuellement accordée à l'O.T.C.E. (Office du Tourisme des Cantons de l'Est) sera majorée pour atteindre un montant de 1,4 million.

- La cotisation de l'O.T.C.E. à l'O.P.T. (Office de Promotion du Tourisme) sera prise en charge par la Région wallonne.

Budget : 2 millions.

La Région wallonne soutiendra la création d'une maison du tourisme dans une des deux communes francophones couvertes par les activités de l'O.T.C.E.

Budget : 2,2 millions.

Art. 9. Aménagement du territoire :

Le premier attaché germanophone prévu au cadre du Ministère de la Région Wallonne (Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine) se verra déléguer par le Ministre compétent les attributions du fonctionnaire délégué pour le territoire de la Région de langue allemande. Il sera installé à Eupen et sera assisté d'un collaborateur et d'une secrétaire.

Budget : 6 millions.

Art. 10. Télécommunications :

Un transfert financier récurrent de trois millions permettra la mise en oeuvre de projets pilotes en matière de Telecom.

En 1999, ce transfert portera sur la mise en réseau des bibliothèques en Communauté germanophone.

Le programme des années ultérieures sera décidé par un groupe de travail mixte Communauté germanophone/Région wallonne à créer.

Art. 11. Transport scolaire interne :

La prise en charge financière par la Région wallonne du transport scolaire interne en Communauté germanophone fera l'objet d'un accord de coopération à négocier quant aux modalités de la mise en oeuvre. Par transport interne, on entend le déplacement des élèves entre l'établissement scolaire et les sites d'intérêt pédagogique et ce, pour les jours normaux d'ouverture scolaire.

Budget : 3 millions.

Art. 12. Environnement :

Un centre régional d'initiation à l'environnement et à la nature sera développé à Eupen et bénéficiera d'une aide annuelle récurrente de 5 millions.

Art. 13. Action sociale :

Dans le cadre de la lutte contre le surendettement, la Région wallonne et la Communauté germanophone soutiendront ensemble la création d'un centre de référence auquel les services agréés par l'une ou l'autre partie pourront recourir.

La Région wallonne affectera un budget de 2 millions à cette initiative.

#### CHAPITRE III. — Flux financiers

Art. 14. Les deux Gouvernements affirment leur volonté d'examiner les flux financiers entre les deux parties.

#### CHAPITRE IV. — Commission d'évaluation de la coopération et coordination de l'application

Art. 15. Il est créé une commission d'évaluation de la coopération composée de huit membres, désignés pour moitié par le Gouvernement wallon et pour moitié par le Gouvernement de la Communauté germanophone.

La commission d'évaluation se réunit au moins deux fois par an. La commission établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation aux deux Gouvernements.

Art. 16. Chaque Gouvernement désigne parmi ses représentants à la commission d'évaluation de la coopération un délégué chargé de la coordination permanente des activités.

Art. 17. La commission d'évaluation de la coopération prépare chaque année un programme d'action commun pour l'année suivante, veille à la mise en œuvre du programme et élabore un rapport d'activités pour chaque année écoulée.

Les Ministres-Présidents des deux Gouvernements et, le cas échéant, le ou les Ministres compétents pour les relations entre les deux parties, se réunissent une fois par an au moins. Ils arrêtent le rapport annuel de la commission de coopération et le programme de coopération de l'année suivante et les soumettent pour approbation à leur Gouvernement respectif.

Art. 18. Chaque année les Gouvernements font rapport de l'état de la coopération respectivement à leur Conseil.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 19. Le présent accord est conclu en deux versions originales, l'une française, l'autre allemande.

Art. 20. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Conseil régional wallon et du Conseil de la Communauté germanophone, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Eupen, le 26 novembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,  
Ministre des Finances, des Relations internationales, de la Santé, de la Famille et des Seniors,  
du Sport et du Tourisme,

J. MARAITE

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur,  
des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales,

K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Enseignement, de la Culture, de la Recherche scientifique et des Monuments et Sites,

W. SCHRÖDER

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,  
du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2776

[C — 99/27638]

**6. MAI 1999. — Dekret zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, unterzeichnet in Eupen am 26. November 1998 (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret regelt in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung einen in Artikel 128, § 1 der Verfassung angeführten Bereich.

**Art. 2** - Das am 26. November 1998 in Eupen unterzeichnete Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird genehmigt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens  
und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999.*

*Dokumente des Rates:* 518 (1998-1999) Nr. 1 und 2.

*Ausführlicher Bericht,* öffentliche Sitzung vom 4. Mai 1999.

*Diskussion und Abstimmung*

—  
Anlage

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung, und

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung,

Aufgrund der Artikel 130 und 134 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980, insbesondere Artikel 92*bis* § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988 und das Gesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere Artikel 55 § 3 und Artikel 55*bis*, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

In der Erwägung, daß vielfältige Beziehungen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestehen und es äußerst wünschenswert ist, daß ein globales Abkommen den Rahmen für bestehende oder zukünftige sektorielle Vereinbarungen schafft, insbesondere in folgenden Bereichen: Außenhandel, Umwelt, Tourismus, Schülertransport, Ausbildung, Entschuldungshilfe, Sozialhilfe, Behindertenpolitik, Telekommunikation;

In der Erwägung, daß die Ausübung verschiedener Gemeinschaftskompetenzen von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region übertragen worden ist und beide Seiten eine Weiterführung der freundschaftlichen Zusammenarbeit in diesen Bereichen anstreben;

In der Erwägung, daß die Deutschsprachige Gemeinschaft als Grenzregion sowohl eine bevorzugte Verbindung als auch ein Bindeglied zwischen der Wallonischen Region und Deutschland geworden ist;

In der Erwägung, daß das Gebiet der neun Gemeinden der Deutschsprachigen Gemeinschaft Teil der Wallonischen Region ist, und daß die Deutschsprachige Gemeinschaft bereits verschiedene Kompetenzen der Region ausübt, wie den Denkmal- und Landschaftsschutz;

Im Bemühen um eine harmonische Gestaltung ihrer Beziehungen im Respekt der föderalen Loyalität,

haben folgendes vereinbart:

**KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen**

Artikel 1 - Das vorliegende Abkommen bildet den Rahmen für die Zusammenarbeit beider Parteien im Respekt ihrer jeweiligen Befugnisse.

Art. 2 - Die beiden Regierungen verpflichten sich, die Zusammenarbeit in all ihren Formen zu fördern, unter anderem unter Einbeziehung ihrer Verwaltungsdienste und Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere durch gemeinsame Aktionen in den Bereichen, in denen sich Synergien anbieten.

Sie fördern die Kontakte und die gemeinsamen Initiativen zwischen privaten und öffentlichen Einrichtungen beider Parteien.

Art. 3 - Auf Anfrage einer Partei organisieren die Regierungen durch Vermittlung ihrer Verwaltung den Austausch von Informationen und Dokumentation.

Art. 4 - Auf Anfrage einer Partei unterstützen die Verwaltungen sich gegenseitig im Rahmen ihrer Möglichkeiten.

Leitende oder spezialisierte Beamte sowie Experten einer Partei können von der anderen eingeladen und zu Rate gezogen werden.

Art. 5 - Jede Regierung hat die Möglichkeit, die andere Regierung zu konsultieren bei Projekten, die Auswirkungen auf die Ausübung einer Zuständigkeit der anderen Regierung haben könnten.

## KAPITEL II. — *Besondere Abkommen*

Art. 6 - Unter Berücksichtigung der Gesetzgebung bezüglich Zusammenarbeitsabkommen werden zwischen den befugten Instanzen beider Parteien sektorische Abkommen abgeschlossen, um die Zusammenarbeit in den unter Artikel 7 bis 13 aufgeführten Bereichen zu regeln.

Insoweit die jeweiligen Zuständigkeiten sich ergänzen können oder Synergien ermöglichen, können diese besonderen Abkommen sich sowohl auf rein regionale Angelegenheiten beziehen, als auch auf die Gemeinschaftsangelegenheiten, deren Ausübung der Befugnisse an die Wallonische Region übertragen wurde, auf die Gemeinschaftsangelegenheiten, für die die Deutschsprachige Gemeinschaft zuständig ist, und auf die regionalen Angelegenheiten, deren Ausübung der Befugnisse an die Deutschsprachige Gemeinschaft übertragen wurde.

### Art. 7 - Außenhandel

Bei der Wirtschaftsförderungsgesellschaft Ostbelgiens (WFG) wird eine Anlaufstelle für Wirtschaftsfragen der AWEX eingerichtet. Diese Zelle wird insbesondere folgende Aufgaben wahrnehmen :

- \* die wallonischen Unternehmen unterstützen beim Aufbau kommerzieller und industrieller Verbindungen mit den deutschsprachigen Ländern und ihnen bei der Suche nach Partnerschaften, Märkten oder Produkten, die für die wallonischen Unternehmen von Interesse sind, zur Seite stehen;

- \* den wallonischen Firmen auf Veranstaltungen im Ausland bei der Vermarktung ihrer Produkte behilflich sein;

- \* die wallonischen Firmen begleiten beim Verkauf ihrer Produkte und bei Kontakten mit ausländischen Firmen;

- \* eine Datenbank aufbauen und eine Dokumentation zur Zielsetzung der Zelle erstellen;

- \* Kontakte zum Ausland knüpfen, um den Austausch oder die Ausbildung von Handelsvertretern in den Firmen zu fördern, mit dem Ziel diese Handelsvertreter mit der deutschen Sprache vertraut zu machen;

- \* eng mit den Handelsattachés des AWEX in den deutschsprachigen Ländern zusammenarbeiten.

Budget : 8,5 Millionen.

### Art. 8 - Tourismus

- Der augenblickliche Zuschuß an das Verkehrsamt der Ostkantone wird auf 1,4 Millionen Franken erhöht.

- Der Beitrag des Verkehrsamtes der Ostkantone an das O.P.T. (Office de Promotion du Tourisme) wird von der Wallonischen Region übernommen.

Budget : 2 Millionen.

- Die Wallonische Region unterstützt die Schaffung eines Hauses des Tourismus in einer der beiden französischsprachigen Gemeinden, die vom Verkehrsamt der Ostkantone abgedeckt werden.

Budget : 2,2 Millionen.

### Art. 9 - Raumordnung

Der deutschsprachige Erste Attaché, der im Stellenplan des Ministeriums der Wallonischen Region (D.G.A.T.L.P.) vorgesehen ist, wird vom zuständigen Minister delegiert, die Aufgaben des beauftragten Beamten für das deutsche Sprachgebiet zu übernehmen. Er wird in Eupen ansässig sein und durch einen Mitarbeiter und eine Sekretärin unterstützt werden.

Budget : 6 Millionen.

### Art. 10 - Telekommunikation

Eine jährliche Zuwendung von 3 Millionen wird die Verwirklichung von Pilotprojekten in Sachen Telekommunikation ermöglichen.

Im Jahre 1999 bezieht sich diese Zuwendung auf die Vernetzung der Bibliotheken in der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Das Programm der folgenden Jahre wird durch eine gemischte Arbeitsgruppe, bestehend aus Vertretern der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, festgelegt werden.

### Art. 11 - Interner Schülertransport

Die Übernahme durch die Wallonische Region der finanziellen Belastungen des internen Schülertransportes in der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird Bestandteil eines noch zu verhandelnden Zusammenarbeitsabkommens sein, das die Modalitäten der Umsetzung festlegt. Unter internem Schülertransport versteht man den Transport von Schülern zwischen der Schule und Orten von pädagogischem Interesse, und dies während der normalen Schultage.

Budget : 3 Millionen.

## Art. 12 - Umwelt

In Eupen wird ein Regionales Bildungszentrum für Umwelt und Natur entstehen, das über eine jährliche Zuwendung von 5 Millionen verfügen wird.

## Art. 13 - Soziales

Im Rahmen der Bekämpfung der Überschuldung wird die Wallonische Regierung die Entwicklung eines Dienstes für Schuldnerberatung, der in Synergie mit jenem des Öffentlichen Sozialhilfezentrums von Lüttich arbeiten wird, mit 2 Millionen Franken unterstützen.

KAPITEL III. — *Finanzflüsse*

## Art. 14 - Finanzflüsse

Die beiden Regierungen bestätigen ihre Absicht, die Finanzflüsse zwischen beiden Parteien zu überprüfen.

KAPITEL IV. — *Begleitausschuß zur Bewertung der Zusammenarbeit und zur Koordination der Ausführung*

Art. 15 - Es wird ein Begleitausschuß zur Bewertung der Zusammenarbeit gegründet, der aus 8 Mitgliedern besteht, die zur Hälfte durch die Wallonische Regierung und zur Hälfte durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft benannt werden.

Der Begleitausschuß versammelt sich mindestens zweimal pro Jahr. Der Ausschuß arbeitet seine Geschäftsordnung aus, die zur Billigung den beiden Regierungen vorgelegt wird.

Art. 16 - Jede Regierung bestimmt unter ihren Vertretern im Begleitausschuß zur Bewertung der Zusammenarbeit einen Delegierten, der mit der ständigen Koordination der Aktivitäten beauftragt ist.

Art. 17 - Der Begleitausschuß zur Bewertung der Zusammenarbeit bereitet jedes Jahr ein gemeinsames Aktionsprogramm für das darauffolgende Jahr vor, überwacht die Umsetzung dieses Programms und erstellt einen Tätigkeitsbericht für jedes vergangene Jahr.

Die Ministerpräsidenten der beiden Regierungen und gegebenenfalls der oder die zuständigen Minister für die Beziehungen zwischen den beiden Parteien versammeln sich mindestens einmal pro Jahr. Sie verabschieden den Tätigkeitsbericht des Begleitausschusses zur Bewertung der Zusammenarbeit sowie das Aktionsprogramm für das kommende Jahr und legen diese ihrer jeweiligen Regierung zur Billigung vor.

Art. 18 - Jedes Jahr berichten die Regierungen ihrem jeweiligen Rat über den Stand der Zusammenarbeit.

KAPITEL V. — *Schlußbestimmungen*

Art. 19 - Das vorliegende Abkommen wird in 2 Originalfassungen abgeschlossen, eine in französischer und eine in deutscher Sprache.

Art. 20 - Das vorliegende Abkommen tritt in Kraft nach Zustimmung des Wallonischen Regionalrates und des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft, am Tage der Veröffentlichung des letzten Zustimmungsdekretes im *Belgischen Staatsblatt*.

Eupen, den 26. November 1998

Der Minister-Präsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Minister für Finanzen, internationale Beziehungen, Gesundheit, Familie und Senioren, Sport und Tourismus,

J. MARAITE

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales,

K.-H. LAMBERTZ

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister für Unterricht, Kultur, wissenschaftliche Forschung, Denkmäler und Landschaften,

W. SCHRÖDER

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCIEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2776

[C - 99/27638]

**6 MEI 1999. — Decreet houdende goedkeuring van het globale samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, ondertekend te Eupen op 26 november 1998 (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, ondertekend te Eupen op 26 november 1998, wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—————  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Raad 518 (1998-1999), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 4 mei 1999.*

*Bespreking - Stemming.*

—————  
Bijlage

**Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap**

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, en

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

Gelet op de artikelen 130 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55, § 3, en artikel 55bis, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990;

Overwegende dat veelvoudige banden zijn ontstaan tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap en dat het wenselijk is dat bestaande of toekomstige sectorale akkoorden in een globaal samenwerkingsakkoord worden vastgelegd, met name voor de volgende aangelegenheden : buitenlandse handel, leefmilieu, toerisme, leerlingenvervoer, vorming, schuldbemiddeling, sociale actie, beleid van gehandicapte personen, telecommunicatiebeleid;

Overwegende dat de uitoefening van bepaalde gemeenschappelijke bevoegdheden van de Franse Gemeenschap is overgeheveld naar het Waalse Gewest en dat beide partijen wensen dat de vriendschappelijke samenwerking i.v.m. deze aangelegenheden wordt voortgezet;

Overwegende dat de Duitstalige Gemeenschap als grensregio een bevoorrechte link en een tussengebied is geworden tussen het Waalse Gewest en Duitsland;

Overwegende dat het grondgebied van de negen gemeenten van de Duitstalige Gemeenschap deel uitmaakt van het Waalse Gewest en dat de Duitstalige Gemeenschap reeds enkele bevoegdheden van het Waalse Gewest uitoefent, met name inzake de monumenten en landschappen;

Om harmonische betrekkingen te onderhouden zonder afbreuk te doen aan de federale trouw,

Zijn het volgende overeengekomen :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Dit akkoord beoogt de opvolging van de samenwerking tussen beide partijen met inachtneming van hun respectievelijke bevoegdheden.

Art. 2. Beide Regeringen verbinden zich ertoe de samenwerking in al haar aspecten te steunen, o.a. via hun administratieve diensten en openbare instellingen en, met name, d.m.v. gemeenschappelijke acties op gebieden die zich voor samenwerkingsverbanden lenen. Ze bevorderen de contacten en gemeenschappelijke initiatieven tussen privé- en openbare instellingen van beide partijen.

Art. 3. De Regeringen organiseren de uitwisseling van informatie en documentatie door bemiddeling van hun besturen als een partij daarom verzoekt.

Art. 4. Binnen de perken van hun mogelijkheden verlenen de besturen elkaar bijstand op verzoek van een partij.

Leidend ambtenaren of gespecialiseerde personeelsleden en deskundigen van een partij kunnen uitgenodigd en geraadpleegd worden door de andere partij.

Art. 5. Elke Regering mag de andere Regering raadplegen over projecten die gevolgen zouden kunnen hebben voor de uitoefening van een bevoegdheid van de andere Regering.

#### HOOFDSTUK II. — *Bijzondere akkoorden*

Art. 6. Met inachtneming van de wetgeving op de samenwerkingsovereenkomsten zullen sectorale akkoorden gesloten worden tussen de bevoegde instanties van beide partijen om de samenwerking i.v.m. de in de artikelen 7 à 13 bedoelde aangelegenheden te regelen.

Voor zover de respectievelijke bevoegdheden zich voor samenwerking of complementariteit lenen, kunnen deze specifieke akkoorden betrekking hebben zowel op zuiver gewestelijke als op de gemeenschappelijke aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen, op de gemeenschappelijke aangelegenheden waarvoor de Duitstalige Gemeenschap bevoegd is en op de gewestelijke aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Duitstalige Gemeenschap vallen.

Art. 7. Buitenlandse handel :

Binnen de «W.F.G. – Wirtschaftsförderungsgesellschaft Ostbelgiens» wordt een economische «AWEX»-cel (Waal Exportagentschap) opgericht.

Deze cel moet onder meer de volgende opdrachten vervullen :

- \* de Waalse ondernemingen handels- en industriebetrekkingen helpen ontwikkelen met de Duitstalige landen en bijstaan bij het zoeken naar partnerschappen, markten of producten waarvoor ze interesse tonen;

- \* de producten van Waalse firma's in het buitenland helpen promoten;

- \* de Waalse firma's bijstaan bij de verkoop van producten aan buitenlandse firma's;

- \* een databank creëren en gegevens i.v.m. de doelstelling van de cel verzamelen;

- \* contacten met het buitenland aanknopen om de uitwisseling of de vorming van handelsvertegenwoordigers binnen de firma's te bevorderen en hen vertrouwd te maken met de Duitse taal;

- \* nauw samenwerken met de handelsattachés in de Duitstalige landen en met het «AWEX».

Begroting : 8,5 miljoen.

Art. 8. Toerisme :

De toelage die thans aan de «O.T.C.E.» (Dienst voor Toerisme van de Oostkantons) wordt verleend, wordt op 1,4 miljoen gebracht.

- De bijdrage van de «O.T.C.E.» aan de «O.P.T.» (Dienst voor de bevordering van toerisme) is voor rekening van het Waalse Gewest.

Begroting : 2 miljoen.

Het Waalse Gewest steunt de oprichting van een huis voor toerisme in één van de twee Franstalige gemeenten waar de «O.T.C.E.» actief is.

Begroting : 2,2 miljoen.

Art. 9. Ruimtelijke ordening :

De bevoegde Minister zal de bevoegdheden van de voor het grondgebied van het Duitse taalgebied gemachtigd ambtenaar overdragen aan de Duitstalige eerste attaché die deel uitmaakt van de personeelsformatie van het Ministerie van het Waalse Gewest (Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium). Deze eerste attaché zal zich in Eupen vestigen en wordt bijgestaan door een medewerker en een secretaresse.

Begroting : 6 miljoen.

Art. 10. Telecommunicatie :

Een recurrente geldoverdracht van drie miljoen zal de verwezenlijking van proefprojecten inzake telecommunicatie mogelijk maken.

In 1999 is deze overdracht bestemd om een netwerk van bibliotheken aan te leggen in de Duitstalige Gemeenschap.

Het programma van de volgende jaren wordt bepaald door een op te richten gemengde werkgroep Duitstalige Gemeenschap/Waals Gewest.

Art. 11. Intern leerlingenvervoer :

De financiële tenlasteneming door het Waalse Gewest van het interne leerlingenvervoer in de Duitstalige Gemeenschap zal het voorwerp uitmaken van een samenwerkingsakkoord waarvan de uitvoeringsregels nog besproken moeten worden. Onder intern vervoer wordt verstaan het leerlingenvervoer, op normale schooldagen, tussen de schoolinrichting en de plaatsen met een pedagogische waarde.

Begroting : 3 miljoen.

Art. 12. Leefmilieu :

In Eupen wordt een gewestelijk centrum voor milieu- en natuurinitiatie opgericht waarvoor een jaarlijkse toelage van 5 miljoen zal worden verleend.

Art. 13. Sociale Actie :

Om overmatige schuldenlast te bestrijden, zullen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap samen de oprichting van een referentiecentrum steunen, waarop de door één van beide partijen erkende diensten een beroep zullen kunnen doen.

Te dien einde trekt het Waalse Gewest een bedrag van 2 miljoen uit.



HOOFDSTUK III. — *Geldstromen*

Art. 14. Beide Regeringen zijn vastberaden toe te zien op de geldstromen tussen beide partijen.

HOOFDSTUK IV. — *Commissie voor de evaluatie van de samenwerking en coördinatie van de toepassing*

Art. 15. Er wordt een commissie voor de evaluatie van de samenwerking ingesteld. Die commissie bestaat uit acht leden waarvan de helft door de Waalse Regering wordt aangewezen en de andere helft door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

De evaluatiecommissie vergadert minstens twee keer per jaar. Ze maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan beide Regeringen.

Art. 16. Onder haar vertegenwoordigers binnen de evaluatiecommissie wijst elke Regering een afgevaardigde aan die zal instaan voor de permanente coördinatie van de activiteiten.

Art. 17. De evaluatiecommissie bereidt jaarlijks het gemeenschappelijk actieprogramma van het volgende jaar voor, ziet toe op de uitvoering van het programma en maakt een activiteitenverslag op voor elk afgelopen jaar.

De Minister-President van elke Regering en, in voorkomend geval, de voor de betrekkingen tussen beide partijen bevoegde Minister(s) vergaderen minstens één keer per jaar. Ze bepalen het jaarverslag van de samenwerkingscommissie en het samenwerkingsprogramma voor het volgende jaar en leggen ze ter goedkeuring voor aan hun eigen Regering.

Art. 18. Elke Regering brengt haar Raad jaarlijks verslag uit over de stand van de samenwerking.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Dit akkoord wordt in twee originele versies gesloten, de ene in het Frans, de andere in het Duits.

Art. 20. Dit akkoord treedt in werking de dag waarop het laatste goedkeuringsdecreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, mits instemming van de Waalse Gewestraad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Eupen, 26 november 1998.

De Minister-President,  
Minister van Financiën, Internationale Betrekkingen, Gezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme,  
J. MARAITE

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,  
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, Cultuur, Wetenschappelijk Onderzoek en Monumenten en Landschappen,  
W. SCHRÖDER

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN